La lettre de **Mouvement Communiste**

Numéro 6 Janvier 2003 Prix 1 euro

DERNIERES NOUVELLES D'ARGENTINE

LA BOURGEOISIE ROULE PLUS VITE QUE LE PROLETARIAT

Où en est l'Argentine à un an des émeutes du 19 et 20 décembre 2001 ? Où en sont les rapports de force entre les classes ? L'Etat a-t-il réussi son pari ou bien est-il encore en prise des mêmes dangers qu'il y a un an ? Qu'en est-il des luttes ouvrières, que représentent les luttes de Brukman et Zanon, sortes de Lip argentines ? Alors que des pans entiers du tissu social traditionnel partent en lambeaux, que s'accroît sans cesse la précarité de la vie, de l'insécurité à la malnutrition, comment le prolétariat peut-il éviter de disparaître en tant que classe distincte de la société civile ? Face à une misère généralisée, comment s'organisent-ils pour survivre et lutter les « piqueteros », les sans-travail, les travailleurs précaires du secteur gris et les manifestants qui coupent les routes ? En somme, le mouvement ouvrier indépendant peut-il s'opposer à l'ennemi de classe en dépassant ses propres limites ? C'est à ces quelques questions que cette lettre va essayer d'apporter des éléments de réponse.

Si plusieurs problèmes demeurent irrésolus, Duhalde a déjà enregistré plusieurs succès. Qu'on en juge.

- Il est parvenu à garder le pouvoir contre les divisions de son camp et en dépit de la défiance dont a fait preuve la population ;
- Il garde le soutien de la CGT, de loin le principal syndicat du pays ;
- Il reste le représentant légitime de l'Argentine aux yeux des cénacles capitalistes internationaux ;
- Il a obtenu le soutien des très puissants gouverneurs péronistes des provinces[1] ;
- Il est parvenu à repousser les échéances des problématiques les plus aiguës, dont le dégraissage des effectifs des fonctionnaires des provinces et la restauration de l'autorité économique et financière de l'Etat fédéral.

Mais surtout, il n'a pas eu de mal à repousser les échéances de remboursement des dettes dues au FMI ou à la Banque mondiale. Ses refus d'obtempérer - abondamment mis en scène - face à ces institutions créditrices occupent toujours les premières pages des journaux argentins. Ainsi, la décision de ne pas contrer la dévaluation du peso (depuis janvier 2002, il faut maintenant 3,5 pesos pour faire un dollar) tout en endiguant la circulation de la devise américaine a permis à l'économie de surnager. La production industrielle de l'Argentine a augmenté de 2% en novembre par rapport au même mois de l'année précédente, ce qui représente la première hausse après vingt-sept mois consécutifs de chute, a annoncé dernièrement l'Institut national des Statistiques (INDEC)[2]. Les dépôts bancaires ont crû de 16 milliards de dollars en juin à 16,7 milliards en octobre. L'inflation n'a pas dépassé les 41% en 2002.

En revanche, le système bancaire ne sort toujours pas du tunnel, accablé, comme le relève le dernier rapport de l'agence de notation financière Moody's, par le couple infernal dévaluation/inflation

[1] Toutefois, la population lui donne moins sa confiance qu'au terne Saá, au fringant Menem sur le retour ou même à des candidats nouveaux « *issus de la société civile* ». Autrement dit, la corruption demeure une qualité dans la vie politique bourgeoise en Argentine.

[2] Sortie de crise oblige, les fermetures d'usine et les licenciements continuent comme à Whirlpool qui a annoncé le 30 décembre, la fermeture de son usine de San Luis et le transfert de la production dans son usine de Joinville au Brésil.

et, surtout, la multiplication des défauts de paiement[3]. Les pseudo monnaies (Lecop, Patacon, etc.) ayant cours dans les provinces existent toujours et leur extinction n'est pas à l'ordre du jour.

Le mérite de Duhalde est d'avoir empêché à la fois l'explosion sociale et l'implosion économique sans, pour autant, être obligé (pour l'instant ?) d'entamer le bloc social et politique dont il émane.

DELITEMENT DE LA SOCIETE CIVILE

Le bilan pour les prolétaires est tout autre : paupérisation croissante (début de malnutrition dans le nord-est du pays ; quelque 3 000 enfants sont d'ores et déjà malnutris sur l'ensemble du pays), baisse des salaires pour ceux qui travaillent, précarisation accrue (environ 40 % de la population est au chômage ou vit du travail au noir), augmentations des prix des denrées courantes, etc. Le taux de chômage (21,5% de la population active en mai) et de pauvreté officiels sont à des niveaux records. Quelque 49,7% des habitants de la province de Buenos Aires - où vit le tiers des 36 millions d'Argentins – ont glissé sous le seuil de pauvreté. Environ 22,7% d'entre eux (soit 2,7 millions d'individus) touchent un revenu mensuel inférieur à 300 pesos (84 dollars), selon les chiffres officiels.

A l'échelle du pays, l'Institut de la statistique et du recensement (INDEC) dénombrait en mai 18 millions de pauvres. Une famille-type d'un couple avec deux enfants est considérée pauvre quand ses revenus mensuels se situent en dessous de 598 pesos (166 dollars). Les plus nécessiteux, en état de grande misère, représentent les familles qui ne disposent pas de ressources supérieures aux 252 pesos (70 dollars). Une étude réalisée par le Système d'information, de contrôle et d'évaluation des programmes sociaux (Siempro) assure que 53,8% de la population vivent dans la pauvreté, dont 8,6 millions de personnes de moins de 18 ans (30% des Argentins). La même source certifie que 8,4 millions d'Argentins sans ressources connaissent actuellement la faim.

On constate les taux de pauvreté les plus élevés dans toutes les provinces du nord et du nord-est, précise la revue « *3 puntos* », avec un pic de 71% à Corrientes (nord-est), suivi de Formosa (70,5%) et du Chaco (70%). Dans le Chaco, 36,1% de la population ne dispose pas du minimum vital. Ils sont 31,2% du total à Formosa et 30,5% à Misiones, la province du nord-est qui jouxte le Brésil et le Paraguay. La moitié des pauvres recensés par les instituts officiels réside dans la province de Buenos Aires, où l'insécurité y est également la plus importante.

Depuis le début de la crise, la pauvreté a augmenté de 74,8%, le nombre de nécessiteux de 303% et le chômage de 74,2%, a détaillé « *3 puntos* ». Si la tendance ne s'inversait pas, selon des projections officielles, les pauvres atteindront les 23 millions l'an prochain, soit 63% de la population du pays, dont 10,5 millions de moins de 18 ans. Les sans ressources représenteront alors environ 30% du total des habitants, soit 10,8 millions de personnes. La reprise de l'accumulation de capital est à ce prix.

Si Buenos Aires ne ressemble pas à Calcutta, depuis le début 2002, le nombre de personnes réduites à l'état de mendiants a fait un bond spectaculaire. L'augmentation de la petite délinquance et de la criminalité organisée a suivi un chemin parallèle. Sans crier à l'insécurité permanente - ce terme très en vogue dans les médias permet d'occulter qu'à Buenos Aires, la police est une des premières fomentatrices directes du crime organisé -, le vol à la tire dans les rues et les transports, ainsi que dans les voitures à l'arrêt des feux de circulation sont devenus des réalités terriblement concrètes et obsédantes pour une très large partie de la population, toutes classes confondues.

La plupart du temps, la criminalité s'en prend surtout aux pauvres gens. En centre-ville, on est rarement agressé. En revanche, si l'on est étranger au coin, dans les bidonvilles et les quartiers pauvres de la banlieue, il vaut mieux être accompagné par quelqu'un de connu. Et ce y compris parce que les habitants de ces zones ont développé des réflexes de prudence vis-à-vis de la police. La criminalité a

[3] Le 14 avril, la banque Quilmes Scotia Bank, filiale de la Bank of Nova Scotia, est fermée pour 30 jours par manque de liquidité. Le gouvernement veut ainsi adresser un signal à toutes les banques étrangères pour qu'elles prennent en compte les problèmes de leurs filiales argentines. Finalement, la banque est suspendue définitivement par la Banque Centrale, le 15 août. En juin, le Crédit Agricole renonce à poursuivre ses activités en Argentine pour cause de trop grand risque. En effet, le gouvernement refuse toujours d'approvisionner les banques étrangères en nouvelles liquidités tant qu'elles ne renflouent pas leurs filiales. Ayant estimé avoir déjà perdu 324 millions d'euros pour contrer la dévaluation du peso, la dite banque verte a jeté l'éponge et abandonné ses 345 succursales, 6 100 salariés et 200 000 clients.

doublé en un an. En 2002, 35 policiers ont été assassinés dans l'agglomération de Buenos Aires, dont une bonne partie exécutée dans le cadre de règlements de compte au sein même de la police.

L'un des sujets chéris des médias depuis juin/juillet 2002 est celui des 'séquestres expresses' (lire kidnapping de personnes adultes et, surtout, d'enfants). Qui est kidnappé ? Toutes les classes en sont victimes, bien que dans des proportions différentes. Cela va du chef de la petite entreprise, à des membres de la classe moyenne, aux gens les plus pauvres. Comme au Brésil, la pègre a adapté ses tarifs de rançon au revenus des familles d'enlevés.

Où les kidnappings ont-ils lieu ? La plus part d'entre eux se font à Buenos Aires et dans sa périphérie. Qui sont les kidnappeurs ? D'après les média, on aurait deux catégories d'enlèvements. La plupart seraient organisés dans les milieux policiers du grand Buenos Aires. Un premier objectif visé est, évidemment, celui de l'argent. Mais ces crimes servent aussi à entretenir le climat d'insécurité et d'instabilité, toujours profitable aux forces de répression. Les autres kidnappings sont le fait de sans réserves en déshérence. Il est arrivé qu'un oncle fasse enlever ses neveux. Le plus fréquemment, le rapt se solde par la libération du séquestré en échange d'argent. Mais on compte aussi plusieurs épilogues tragiques avec l'exécution de la personne enlevée.

Le grand battage autour de ce phénomène regrettable se traduit par la revendication de plus de sécurité et de protection, ainsi que par la relance du débat sur la peine de mort. Buenos Aires a été le théâtre de plusieurs « *cacérolazos* » (concerts de casseroles) organisés par les commerçants demandant davantage de police. Autre conséquence, le commerce des armes ne s'est jamais aussi bien porté dans la capitale. Les plus fortunés s'entourent de gardes du corps et de milices privées.

Ce regain de violence criminelle n'est que l'un des symptômes les plus éclatants de la misère générale et du délitement progressif des relations sociales. Heureusement, même au milieu de cette spirale de désagrégation, des prolétaires résistent et se rassemblent, à l'image de ceux regroupés au sein de la CTD « *Anibal Verón* »[4] (voir plus loin).

Comme en Russie après 1991, on est en présence d'une augmentation considérable du commerce ambulant. On vend de tout et partout : des biscuits, des hot-dogs (« *pancho* »), des rasoirs, des cartes religieuses, toutes sortes d'objets neufs, usagés ou volés. Depuis décembre 2002, les supermarchés du grand Buenos Aires sont protégés par des milices privées pour empêcher d'éventuels pillages. Les étagères sont généralement bien achalandées. On y trouve de tout, comme en Europe. Les prix, par contre, sont désormais hors d'atteinte pour des secteurs croissants de la population. Fin août, le litre de la bière locale était devenu meilleur marché que le litre de lait.

Les déplacements avec les transports collectifs sont relativement aisés, mais, depuis longtemps, les plus pauvres n'y accèdent pas, faute de moyens. Même avant 2001, le trafic stagnait. Dans le grand Buenos Aires, les déplacements se font principalement en train, essentiellement à partir et vers le centre ville. Trois compagnies privées se partagent le trafic : TBA au nord et à l'ouest (« l'*Electrico* »), dont la plupart des rames sont récentes. La circulation y est souvent perturbée par des grèves contre les licenciements et pour le maintien de certaines primes ; Metropolitano, au sud, et Ferrovias, qui exploite des lignes anciennes à voie étroite. Le prix moyen du billet est de l'ordre de 1,4 peso, en fonction de la distance du centre de la ville. Les contrôles des tickets sont assidus et efficaces. Mais une fois qu'on s'éloigne du centre, il est possible de ne pas payer. Ces dernières années, la compagnie de chemins de fer a fait installer des composteurs puis des contrôleurs épaulés par la police ferroviaire. Le ticket de métro (avec correspondance), le « *subte* », coûte70 centimes. Le prix du ticket de bus (hors correspondance) dans la ville de Buenos Aires coûte 80 centimes de peso. Ce sont des compagnies privées qui assurent ce service de surface.

DES LUTTES ISOLEES

Depuis les émeutes de la fin 2001 et les soubresauts de janvier 2002, le combat de classes a repris, en Argentine, un cours 'normal' ou, plus précisément, un cours identique à celui qui précédait les 19 et 20 décembre 2001. Les trois fronts de lutte encore ouverts sont ainsi celui des ouvriers contre les licenciements et les fermetures d'usines, des enseignants et des employés de la fonction publique pour le paiement des salaires en retard et des chômeurs pour obtenir des moyens de survie (nourriture,

[4] La CTD ne représente qu'une des organisations piqueteros, parmi lesquelles le « *Bloque piquetero national* », le « *Polo Obrer »o*, les chômeurs organisés par la CTA, etc..

vêtements, médicaments, etc.). En raison principalement du soutien accordé par les deux CGT à Duhalde, les grèves générales ont beaucoup diminué ou sont restées circonscrites à la fonction publique.

Malheureusement, aucune dynamique revendicative salariale ne se dégage dans les entreprises industrielles ou le tertiaire privé. Les grèves chez « *Repsol* »(pétrole), en février, - vite enterrées par les syndicats - et des marins pêcheurs en mai constituent des rares exceptions. Les blocages des routes, en revanche, perdurent. Ils représentent, avec les manifestations, le lieu privilégié de rassemblement des exploités en colère. Mais, généralement, depuis décembre 2001, les manifestations et les blocages de route rassemblent relativement peu de participants.

Chronologie, forcement partielle, des derniers épisodes d'affrontement entre les classes :
17 avril 2002 : la police tire avec des balles en caoutchouc sur 400 employés provinciaux qui manifestaient à La Plata. Même scénario à Córdoba avec des grèves des personnels municipaux et des hôpitaux.
18 avril : affrontements entre la police et 4 000 employés de l'Etat à Jujuy et à Rawson.
19 avril : les employés de la province de San Juan sont en grève depuis plusieurs semaines pour cause de salaires impayés, émaillés par des nombreux combats de rue.
27 avril : grève et manifestations des fonctionnaires et employés de l'Etat à San Juan et Tucumán.
29 avril : grève des enseignants et fonctionnaires à San Lorenzo.
1er mai : manifestations dans tous le pays. Seulement 25 000 participants à Buenos Aires.
22 mai : jour de grève nationale des marins pêcheurs, à l'appel du SOIP (« *Sindicato Obrero de la Industria Pescadora* »). Ils obtiennent une augmentation de 30 % des salaires.
23 mai : manifestation de 20 000 enseignants à La Plata.
24 mai : les 80 000 membres de la CAA (« *Confederación Argentina de Agricoltura* » des petits et moyens fermiers) arrêtent le travail des champs pour protester contre le rétablissement, en mars, des taxes à l'exportation et l'obligation de régler leurs fournisseurs en dollars. Ils sont soutenus par les syndicats patronaux et ouvriers du transport routier qui protestent contre les prix élevés des carburants (hausse d'environ 100 % depuis février). Alors que la récolte de soja estimée à 30 millions de tonnes se termine, ses exportations sont menacées (l'Argentine est le troisième exportateur mondial).
29 mai : la grève dans la fonction publique est largement suivie. Un millier de barrages routiers sont dressés dans tout le pays. Buenos Aires est complètement isolé. Les heurts avec la police se multiplient. La CTA organise un défilé à Buenos Aires. Pour la première fois, en province, quelque 4 000 agriculteurs se joignent aux cortèges.
20 juin : plusieurs manifestations ont lieu de Salta à Mar del Plata, à l'appel de la CTA. A Salta, on s'oppose aux forces de répression. La participation aux défilés est toutefois modeste : environ 6 500 manifestants se rassemblent dans la capitale.
26 juin : une manifestation de piqueteros en provenance d'Avellaneda et voulant atteindre le centre de Buenos Aires par le pont Puerreydon (au dessus du Ria Chuelo) est stoppée par la police qui ouvre le feu à balles réelles et sans sommation. Bilan : 2 morts, 90 blessés et 50 arrestations. La provocation policière ne fait pas de doute. Les bandes vidéo collectées ont montré que d'anciens policiers, directement issus du temps de la dictature, ont infiltré la manifestation et provoqué les policiers en titre. L'objectif était de faire passer cela pour un règlement de comptes entre piqueteros. Le gouvernement tente de se servir de la menace d'émeutes pour faire pression sur le FMI pendant que Lavagna est de nouveau à Washington pour négocier avec l'institution financière internationale. « *C'est nous ou le chaos, aidez-nous et patientez* », est le message de l'exécutif argentin en place.
27 juin : les manifestations et les grèves appelées pour ce jour se soldent par un relatif échec.
10 juillet : plusieurs milliers de chômeurs, militants des droits de l'homme, syndicalistes et militants de gauche manifestent le soir à Buenos Aires et dans d'autres villes d'Argentine à la fois contre le gouvernement, le Fonds monétaire international (FMI) et les Etats-Unis. « *Pour la seconde et définitive indépendance* » figurait en tête des mots d'ordre. Le défilé pacifique a réuni environ 25.000 personnes place de Mai à Buenos Aires.

16 juillet : début de la grève avec occupation contre la fermeture de l'entreprise des 70 chauffeurs de la société « *Turismo Lamín* ».
1 août : le parlement de la ville de Buenos Aires vote une loi limitant à 6 heures la durée de travail journalière des conducteurs du métro. Roggio, concessionnaire de l'exploitation du métro (« *Metrovias* »), refuse. Il s'en suit une agitation endémique ponctuée par des grèves sporadiques pendant l'été et l'automne.
1 août : le ministère du travail invalide partiellement les élections syndicales du 15 mars 2002 au SOIP (marins pêcheurs) de Mar del Plata, qui s'étaient soldées par la victoire de la liste de base.
6 août : manifestations contre la venue de Paul O'Neill, secrétaire d'état américain au trésor.
9 août : environ cent chômeurs se réunissent au centre de distribution Repsol de Buenos Aires afin de couper l'oléoduc venant de Chubut (Patagonie) et exiger des embauches. Deux jours auparavant, à Santa Cruz, d'autres chômeurs avaient obtenu 80 emplois.
12 août : des centaines d'enseignants, d'élus, de médecins et de chômeurs défilent dans la périphérie de la capitale, entamant une marche de quatre jours pour dénoncer le niveau record de pauvreté dans Buenos Aires. Les participants à la marche de la Centrale des travailleurs argentins (CTA) devaient parcourir une centaine de kilomètres en 15 jours, du delta du Paraná à La Plata (capitale de la province de Buenos Aires) en multipliant les actions de propagande dans les écoles, les hôpitaux et les usines.
14 août : défilé de 1 000 personnes contre la hausse des tarifs des autobus décidée par le maire Alak.
14 août : suite à la suspension de la Scotia Bank par la banque centrale argentine, les 1 700 salariés décrètent l'occupation.
22 août : protestant contre la fermeture de la boulangerie industrielle « *Savio SA* » de Grissinópoli, les 60 ouvriers transforment l'entreprise en coopérative (« *La nueva esperanza* »).
24 août : rencontre nationale des usines occupées chez « *Savio SA* ». On compte 850 participants.
26 août : quelque 2 000 piqueteros coupent à nouveau les ponts de Buenos Aires.
22 octobre : les travailleurs du métro appellent à la grève totale pour le 29 octobre suite à l'annulation de la loi des 6 heures pour les conducteurs du métro de Buenos Aires. La mesure anti-ouvrière a été unanimement prise par le PJ (péronistes) et l'Alianza (le parti de Cavallo). Le syndicat national, l'UTA, s'est incliné. Les grévistes, partis en manifestation, sont aussitôt attaqués par la police. Une agitation sporadique se poursuit.
8 novembre : la police expulse la centaine de piqueteros qui occupaient le siège du gouvernement provincial de Rio Gallegos (Patagonie). Vingt-cinq d'entre eux sont poursuivis en justice. On les condamne à verser une amende de 1 000 pesos.
8 novembre : marche nationale des piqueteros : 30 000 à Buenos Aires, 2 500 à Corrientes, 2 000 à Córdoba, 1 000 à Rosario et Tucumán.
19 novembre : Duhalde annule définitivement la loi des 6 heures.
20 novembre : fin de trois jours d'agitation au niveau nationale des groupes de piqueteros : manifestations et occupations symboliques.
24 novembre : intervention de la police dès 6 heures du matin chez Brukman, conséquente à une décision de justice déclarant illégale l'occupation de l'usine. Des machines et des stocks sont détruits.
26 novembre : sous haute surveillance policière, 10 000 piqueteros qui défilent en hommage à Dario Santillan et Maximiliano Kosteki sont bloqués aux portes de Buenos Aires.
28 novembre : la compagnie provinciale du Paraná « *Linea 228* » dépose le bilan. Les 200 chauffeurs occupent les dépôts.
5 décembre : grève d'une journée pour les primes chez Acindar et Metcon de Villa Constitución. Grève et cortège des 700 ouvriers de Volkswagen de General Pacheco pour une prime de 150 pesos et la réintégration des 428 travailleurs en cours de licenciement. La direction cède sur la prime mais reste ferme sur les licenciements.

BRUKMAN ET ZANON NE FONT PAS ECOLE

Quoique marginal par son ampleur, un phénomène nouveau est apparu, celui du redémarrage de la production par les ouvriers eux-mêmes après la mise en liquidation ou l'abandon de l'usine par les

patrons. Ce mouvement concerne environ 10 000 postes de travail dans quelque 60 entreprises, dont ceux de « *Waserman* », « *Impa* », « *Panificácion 5* », « *Baskonia* », « *Peñas Duras* » de Olavarría, Brukman et Zanón.

Ces deux dernières notamment, revêtent un caractère emblématique. A la Céramique Zanón de la province de Neuquén, les ouvriers occupent l'usine depuis le 2 octobre 2001. L'entreprise textile Brukman, à Buenos Aires, a connu le même sort à compter du 18 décembre 2001. Le scénario est le même dans les deux cas : des firmes au bord de la faillite et des propriétaires qui les abandonnent sans attendre un éventuel repreneur[5].

Chez **Brukman** - une usine de confection de prêt à porter masculin au centre de Buenos Aires (avenue Jujuy, dans le quartier de la gare de l'ouest) - 115 personnes y étaient employées, en majorité des femmes. Avant que la situation ne précipite, pendant des semaines, les travailleurs n'ont reçu qu'une partie de leur salaire. Parfois 50 pesos (à l'époque ils correspondaient encore à 50 dollars, aujourd'hui environ à un tiers de cette somme), ou même seulement 5 pesos par semaine. C'est ainsi que une assemblée ouvrière décide l'occupation de l'usine pour préserver l'emploi. Les patrons refont alors une courte apparition pour annoncer leur manque de liquidités et remettre les clefs de l'usine aux occupants. Après cela, les propriétaires disparaissent avec l'ensemble de l'encadrement. Pendant dix jours, par l'intermédiaire de la presse et au travers du ministère du travail, les ouvrières cherchent à retrouver leurs exploiteurs. En vain.

Elles se résolvent alors à former le premier piquet de protection en mettant la main sur la production et la commercialisation des produits. L'initiative chez Brukman coïncide avec l'« *Argentinazo* »[6]. Depuis le début, les ouvrières ont reçu le soutien des habitants et des assemblées de quartier. Les gens ont apporté des aliments. Devant l'usine, sous une bâche, on organise une soupe populaire. Les travailleuses effectuent des rondes à l'intérieur de l'unité productive, pendant que des sympathisants se retrouvent devant le portail.

On recommence à livrer les anciens clients, tout en développant la vente directe dite d'usine à des prix nettement plus bas qu'auparavant. L'organisation du travail est le fait des assemblées générales, qui se tiennent à une fréquence de trois à quatre fois par semaine. Six délégués élus forment une commission chargée de représenter les ouvriers à l'extérieur. Cinquante-quatre ouvrières participent à l'occupation. Elles s'accordent un salaire hebdomadaire d'environ 150 pesos. Les travailleuses présentes dans l'entreprise se plaignent de l'absence de la majorité de leurs camarades de travail. L'usine pourrait assurer l'emploi de 400 salariés. Pourtant, leur tentative de faire revenir leurs collègues a échoué.

Pour élargir la gamme de marchandises proposées, les travailleuses orientent la production vers des biens courants, le plus souvent d'utilité 'sociale' comme des draps pour les hôpitaux ou des blouses pour les écoliers. Les ouvrières ne peuvent prétendre à relever la propriété juridique de la société en raison de son endettement élevé. Elles se tournent ainsi vers l'Etat, en lui proposant le rachat sous contrôle ouvrier. En cas de refus, elles visent la poursuite de l'occupation.

Le samedi 16 mars 2002, la police expulse avec violence les quelques ouvrières présentes dans l'usine, procédant ensuite à la vérification des inventaires. Quelque 200 sympathisants prennent alors la direction de l'usine. Provoquant un « *cacerolazo* » et en bloquant les rues pendant plusieurs heures, ils parviennent finalement à obtenir l'annulation de l'expulsion. Le jour suivant on se retrouve devant l'usine pour en protéger l'entrée.

En dépit de l'absence de toute expérience de lutte chez la plupart des salariées impliquées, elles ont su monter l'occupation sans la moindre intervention de syndicats ou de partis politiques.

Un seul des six représentants élus avait recouvert précédemment la fonction de délégué syndical. Les travailleuses ont souhaité qu'il abandonne cette charge : son organisation syndicale n'avait pas apporté son soutien à leur initiative.

En février, lors d'un rassemblement des travailleuses devant le ministère, les syndicats ont affiché un beau soutien de circonstance afin de prendre la direction des opérations. La ficelle est beaucoup trop grosse et la tentative échoue. Les ouvrières de Brukman ne veulent plus rien savoir du syndicat. En revanche, elles prennent contact avec les travailleurs de l'usine occupée Zanón à

[5] Adaptation de l'article paru dans *Wildcat*, n°64, juillet 2002, « *Beilage* » pp. 9 à 11.
[6] C'est ainsi qu'on désigne maintenant les émeutes des 19 et 20 décembre 2001.

Neuquén. A leurs yeux, faire fonctionner l'usine et sauver l'emploi ne suffisent plus. Elles se fixent désormais l'objectif de l'union de tous les salariés en mouvement.

Début avril, le ministère du travail - vaillamment épaulé par le syndicat du vêtement SOIVA (« *Sindicato Obrero de la Industria del Vestido y Afines* »)[7] - pose, en préalable à l'ouverture des négociations, la levée de l'occupation. Le chantage ne manque pas d'efficacité. Si les ouvrières acceptent d'arrêter l'occupation et la production, elles perdent leur seul moyen de pression. Si elles refusent, elles risquent l'étranglement de l'expérience au moyen de l'interdiction par la force du réapprovisionnement en matières premières. Pour l'heure, la situation n'a pas bougé. La justice a déclaré l'occupation illicite. La police est intervenue le 24 novembre, en détruisant des machines et des produits finis. Après cela, les ouvrières ont repris l'usine.

Chez **Zanón**, l'occupation est plus ancienne que chez Brukman. Elle concerne les 330 ouvriers de l'usine de Neuquén[8]. Confrontés début octobre 2001 à la fermeture du site[9], les travailleurs optent pour son occupation et le redémarrage de la production. L'initiative dure 60 jours. Parallèlement à leur action principale, les salariés participent aux initiatives piquetera et aux grèves de leur région, Ils s'engagent en suite dans les mouvements et assemblées populaires nationaux. Plusieurs seront blessés lors de heurts avec la police. Une vingtaine d'entre eux, le 30 novembre, puis une soixantaine en décembre finissent au trou pendant quelques temps. Comme chez Brukman, les ouvriers de Zanón - surtout les représentants syndicaux du SOECN (« *Sindicato de Obreros y Empleados Ceramicas de Neuquén* ») – exigent la nationalisation de l'entreprise sans perte d'emplois et de salaire, assortie d'un contrôle ouvrier.

Comme dans le cas de Brukman, les patrons, le gouvernement local du gouverneur Sobisch et le syndicat national (la FOECRA, « *Federación de Obreros y Empleados Ceramistas de la Republica Argentina* ») travaillent la main dans la main[10] contre les travailleurs, mais aussi contre le SOECN, la fédération syndicale locale de branche. La revendication de la démocratie syndicale contre les mauvais bureaucrates s'en voit renforcée. Le 12 décembre, à l'occasion des dernières élections syndicales, la liste « *marrón* » des opposants à la bureaucratie menée par Godoy a obtenu la majorité avec 212 voix contre 115. A l'instar du 2 décembre, les salariés ouvrent les portes de l'usine aux autres prolétaires pour la tenue de l'assemblée générale locale.

Le mouvement des occupations d'usines ne mérite pas d'être écarté d'un revers de main au nom d'une improbable pureté révolutionnaire. Dans un contexte particulièrement difficile, surtout en termes de survie, en l'absence de toute dynamique réelle de généralisation et d'unification politique des combats en cours, les travailleurs à l'origine de ces initiatives n'ont peut-être pas d'autre choix que de devenir leurs propres employeurs. Toutefois, ne pas critiquer les innombrables limites politiques de ces quelques expériences desservirait à coup sûr la cause du mouvement pratique vers le communisme. Y compris en Argentine aujourd'hui.

Les occupations - qui ne sont pas sans rappeler celle de Lip, en France, il y a bientôt trente ans – se font au nom de l'objectif profondément erroné de la nationalisation. Les appels permanents au pire ennemi des travailleurs, l'Etat, est ainsi de très mauvais augure pour la suite du mouvement. Devenir pendant longtemps son propre exploiteur n'est vraiment pas une sinécure. Les prolétaires d'Argentine ont payé un tribut particulièrement élevé pour l'apprendre. La cogestion, poussée par le péronisme historique à ses ultimes conséquences, s'est en effet soldée par l'une des défaites ouvrières les plus cuisantes de l'après guerre[11].

---

[7] A la grande surprise de Yuri Fernández, délégué du syndicat dans l'usine (voir « *La Verdad* », organe du PTS du 10/04/2002).

[8] La lutte concerne quatre entreprises du secteur : « *Cerámica Zanón* » (330 ouvriers), « *Cerámica Estefani* » (65 ouvriers), « *Cerámica Del Valle* » (23 ouvriers) et « *Cerámica Neuquén* » (50 ouvriers). Zanón, première société latino-américaine du secteur, produisait, en 2000, 600 000 mètres carrés de porcelaine pour une valeur de 120 millions de dollars.

[9] Le plan patronal était de redémarrer la production avec dix fois moins de salariés.

[10] Le 5 mai, Acuña Juan Carlos, travailleur dirigeant la grève, a failli être victime d'une tentative d'enlèvement à son domicile par des pseudo-policiers. Ceci faisait suite à une série de menaces de morts contre le dirigeant local Raul Godoy.

[11] Cf. nos précédents travaux sur l'Argentine.

Faut-il donc s'étonner que ces expériences demeurent isolées, cantonnées à une simple dimension de témoignage de « *l'irresponsabilité sociale* » des patrons ? Selon le journal, « *Enfoques alternativos* »[12], en septembre 2002, on comptait 73 usines occupées, employant 4 603 salariés au total. Les plus importantes sont la sucrerie « *Ingenio La Esperanza* » (Jujuy) avec 600 salariés, l'entrepôt frigorifique « *CT Yaguané* » (La Matanza) avec 480 salariés et la fabrique de tracteurs « *CT Las Varillas* » (Córdoba) avec 280 salariés. Peu de sites et une infime minorité de la classe ouvrière d'Argentine encore en activité sont donc concernés[13]. C'est dire l'inefficacité de ce type de combat pour l'ensemble des prolétaires du pays.

Malgré cela on trouve toujours des professionnels de l'intégration des luttes et des organisations ouvrières à l'Etat prêts à exalter les graves limites inhérentes à ces agitations. Lors de la rencontre nationale des usines occupées, le 24 août dernier dans l'usine « *Savio SA* » de Grissinópoli[14], certaines conclusions de l'assemblée parlent d'elles-mêmes. Pour les participants à la réunion, « *les entreprises sont viables et seules la voracité et l'impéritie des patrons sont à l'origine de leur mise en faillite* ». Autrement dit, le capitalisme n'est guère en discussion, seuls sont accusés les patrons. Ainsi on demande à l'Etat « *de considérer les entreprises sous contrôle ouvrier comme des fournisseurs privilégiés* ». Le même Etat capitaliste en charge de la répression et de la résorption par tous les moyens de toute volonté ouvrière indépendante !

Il ne faut pas épargner du feu de la critique les nombreuses tentatives de récupération politicienne de ces combats pour la survie fondées sur leur éloge béat. Les idéologies conflictuelles de collaboration de classe se nourrissent en effet des grands mots de la nationalisation, de l'autogestion et du contrôle ouvrier alors que l'Etat, et les rapports sociaux demeurent capitalistes. Aucun véritable salut pour les exploités n'est possible dans ces conditions, aucun 'acquis', y compris de haute lutte, n'est définitivement inscrit. La loi d'airain de l'accumulation du capital faite leur par des travailleurs aux abois et sincèrement engagés dans le combat contre le capital a toutes les chances de se muer en un redoutable boomerang contre ces derniers.

Que les ouvriers se passent des patrons et des chefs pour produire avec les mêmes outils, les mêmes marchandises (bien que dans une meilleure ambiance), ne change rien aux conditions de fond de l'exploitation. Tôt ou tard[15], si l'expérience se stabilise, la division du travail va à nouveau se figer en classes antagoniques, aux intérêts opposés, la différenciation des salaires va réapparaître et se recréer une nouvelle couche de dirigeants en remplacement des anciens patrons. Au total, l'entreprise capitaliste aura changé de propriétaires, mais pas de nature.

En suite, dans l'environnement de la production marchande généralisée, d'incalculables obstacles se dressent face à la généralisation de ces expériences. Si des travailleurs qui fabriquent des marchandises destinées à la grande consommation peuvent, pendant un temps, vendre les stocks ou même redémarrer la production, il n'en est pas de même pour leurs homologues travaillant dans des usines qui produisent des moyens de production, de l'acier, etc.

LA CTD « ANIBAL VERON », OU LES LIMITES DU CULTE DE LA BASE

La CTD (« *Coordinadora de Trabajadores Desocupados* ») Aníbal Verón est une organisation de base regroupant plus de 7 000 personnes principalement dans la zone méridionale du grand Buenos Aires (villes de Lanús, Solano, Almirante Brown, etc.).

Elle s'est formée officiellement à la fin décembre 2001, en rupture avec l'ancienne coordination *MTD Teresa Rodriguez* (fondée en mai 1997), suite à la création du *Movimiento Teresa Rodriguez* (MTR) en 2001. La CTD (nom national) se veut 'basiste' (démocratie à la base avec le minimum de hiérarchie dans l'organisation[16]) et dit refuser l'électoralisme, le syndicalisme et les partis politiques, y

[12] N° 8, Octobre 2002 pp 12 et 13.
[13] En décembre 2002, on pouvait arrondir ce chiffre à 10 000.
[14] Dans le quartier de Chacarita à Buenos Aires.
[15] Cf. ces mineurs gallois de « *Towers Colliery* » qui, depuis sept ans, exploitent une vieille mine de charbon.
[16] Un long débat a agité le MTD sur cette question. Pour éviter l'apparition de 'spécialistes', on a convenu de discuter toute action éventuelle au niveau local et de ne la réaliser qu'en cas d'accord explicite. Une initiative décidée peut toujours être remise en cause et rediscutée. Les militants du MTD avouent l'existence de problèmes récurrents d'individualisme et de

compris ceux de gauche[17]. Elle regroupe quatorze MTD (*Movimiento de Trabajadores Desocupados*) de villes.

La CTD s'est fixée l'objectif de faire face aux problèmes quotidiens des chômeurs, des travailleurs au noir et/ou occasionnels. Depuis l'été 2000[18], elle a créé et organisé un réseau d'ateliers, de boulangeries, de cantines, de cordonneries, construit des habitations, des bibliothèques, des locaux de réunion et se livre à la culture de jardins ouvriers. Il existe même une pharmacie communautaire. Le chômage frappant de plus en plus de prolétaires d'Argentine, la CTD se prévaut d'un nombre croissant de compétences professionnelles (électriciens, plombiers, gaziers, mécaniciens, etc.). Elle a monté une briqueterie à La Fe (quartier de Lanús), où 30 salariés y produisent 3 000 pièces par jour. Dans la boulangerie de Solano, 20 ouvriers tournent 24h/24h sur quatre équipes, on livre 200 kilos de pain à 150 enfants en accompagnement d'un verre de lait. La nécessité d'acheter la farine implique aussi de vendre le produit au 'public' au prix d'un peso le kilo. Les revenus supplémentaires engrangés ne sont pas reversés aux boulangers mais placés sur un compte servant au financement d'autres projets.

Outre ces activités de resocialisation de prolétaires de plus en plus isolés, la CTD organise des coupures de route pour obtenir des différentes autorités (municipalités, gouvernements provinciaux) des aliments (notamment de la viande et des légumes secs), des soins et des médicaments gratuits, ainsi que de l'argent liquide. Cet argent peut être conquis soit directement, en échange de la levée des barrages de routes, ou bien dans le cadre des Plans de développement. Ces derniers, appelés « *Jefas y jefes de hogar desocupados* », ont été mis en place par De la Rua et maintenus par Duhalde. Ils prévoient l'échange d'un travail d'intérêt général (TIG) de quatre heures contre le versement de 150 Lecops (1 Lecop = 0,8 peso = 0,2 dollar). Lors des pourparlers avec les autorités, les groupes de MTD imposent systématiquement la discussion collective pour éviter la délégation. Dernière particularité, l'organisation refuse d'effectuer des TIG imposés, arguant que ce n'est pas à l'Etat de décider de l'affectation des subsides mais aux piqueteros eux-mêmes.

Les autorités réagissent en créditant ces sommes sur des comptes bancaires, avec la finalité de balader les destinataires d'une agence bancaire à l'autre. On prend ainsi du temps et on épuise leurs énergies de lutte. Ce n'est pas le seul moyen utilisé pour saper le moral des piqueteros. L'Etat a mis en place des « *punteros* », soit des leaders officiels de quartier, également chargés de décision sur les plans sociaux. Ces derniers utilisent les subsides dont ils disposent pour court-circuiter les actions revendicatives collectives.

A l'exemple de la ville de Florencio Varela[19], le MTD est organisé en onze assemblées de quartier qui se réunissent chaque semaine. Compte tenu de sa force dans cette ville, l'organisation a été obligé de créer une structure municipale réduite de représentants des onze assemblées de quartier. Ceux-ci étant, bien sûr, révocables à tout moment. Au dessus de ces structures d'assemblées de villes, il existe une structure nationale établie selon les mêmes critères.

La CTD diffuse un bulletin national ronéoté de quatre pages. Chaque assemblée de ville diffuse un recto verso mensuel. La fréquence de parution de ces publications varie en fonction des événements. Quelles que soient les critiques qu'on pourrait leur adresser, il ne faut pas sous estimer l'impact de ces feuilles et le travail qu'elles représentent, quand on sait que l'analphabétisme a beaucoup progressé en Argentine, et, évidemment, chez les plus pauvres.

En dépit des nombreuses initiatives allant dans ce sens, il ne faut concevoir la CTD comme une simple organisation de survie, d'assistance et de resocialisation, à l'instar des différentes institutions caritatives. La réflexion politique y est permanente et la volonté d'action autonome aussi. Au mois d'août 2002, lorsque le MTD de Almirante Brown a décidé de récupérer un terrain pour y établir un centre associatif et des jardins, la mairie fit appel à la police pour évacuer les 300 occupants. En moins d'une demi-heure, plus de 1 000 personnes du voisinage, puis 6 000 personnes venues d'ailleurs, se sont rendues sur les lieux encerclés pour déloger les forces de répression. Depuis, un fourgon de

---

localisme, de sorte que certains groupes ne tiennent pas compte des projets d'autres.

[17] Toutefois, la CTD participe à des actions communes, locales et nationales, avec d'autres organisations piquetera et de l'extrême gauche, telles PO, PTS, MAS, PCR, etc. Néanmoins, le 28 août dernier, elle a refusé de s'associer aux manifestations organisées autour de la CTA, en les qualifiant de tremplin électoraliste.

[18] Le premier atelier a été construit en 1999. A l'époque, le MTD ne comptait que 60 membres.

[19] Ville de 360 000 habitants au sud de Buenos Aires, où la municipalité dispense des subventions à 31 000 habitants.

gendarmerie stationne en permanence à proximité. La CTD participe aussi aux manifestations nationales, tout en préservant son indépendance nourrie d'une saine méfiance tant vis-à-vis des syndicats que des organisations politiques de la gauche et de l'extrême gauche. La CTD a également adhéré aux initiatives de solidarité avec les ouvrières de Brukman. Diego Santillan et Maximiliano Kostesky, les deux manifestants exécutés par la police le 26 juin 2002 près du pont Pueyreddon, militaient dans l'organisation.

Les limites de la CTD sont celles des émeutes des 19 et 20 décembre 2001. Le souci de l'expression de la base dépasse largement l'exigence de la centralisation politique du mouvement au travers de quelques combats à la fois emblématiques et dont les perspectives de généralisation seraient élevés. Si l'on croit qu'il est peu probable d'assister à la fixation et à la radicalisation de la lutte des classes autour des occupations d'usines, il reste à explorer le chemin des occupations des logements vides et du non paiement généralisé des services collectifs. Sous d'autres cieux et à d'autres époques (en Italie dans les premières années soixante-dix par exemple), des actions de masse engagées sur ces thèmes ont su compléter la chaîne des luttes ouvrières et des combats de rue. En Argentine, à ce stade de délitement de la société civile et alors que des pans entiers du tissu productif sont en lambeaux, la lutte pour la survie, quand elle se rend indépendante du capital, passe nécessairement par des revendications et des mouvements de masse liés à la gratuité de la reproduction de la force de travail.

Or, nous craignons que la CTD, à l'instar des quelques organisations prolétariennes qui s'emploient non sans difficultés et incohérences à incarner l'autonomie politique de la classe exploitée, fasse preuve d'atermoiements dans l'utilisation de la force collective de résistance appliquée notamment à la question du logement. A Buenos Aires, de nombreux logements sont vides pendant que les bidonvilles prolifèrent. Pourtant, très peu d'occupations ont lieu. Pour l'instant, on se restreint à maintenir les conditions sanitaires dans les vieux HLM délabrés datant de l'époque péroniste. Souvent, on construit même sa nouvelle habitation. En revanche, et pas seulement la CTD, les organisations de chômeurs prennent très au sérieux les questions d'autodéfense, tant vis-à-vis de la police que des dealers et plus généralement du crime organisé. A juste titre, ils tiennent absolument à maintenir leurs lieux de vie à l'abri d'ultérieures dégradations. Dans le quartier prolétarien de La Matanza, les habitants ont organisé une ronde qui a chassé les vendeurs de mort chimique sans faire appel à la police. Enfin, on peut constater un certain repli sur soi, un localisme qui se manifeste déjà par l'absence de curiosité pour ce qui se passe dans d'autres parties du monde. Seules semblent intéresser réellement ces camarades, les situations des voisins Uruguay et Brésil.

Malheureusement, ce défaut grave d'internationalisme conséquent n'est pas limité à l'Argentine….

DEPASSER L'ARGENTINAZO

L' « *Argentinazo* » des 19 et 20 décembre n'était pas tombé dans un ciel serein. Comme nous l'avons expliqué dans la première lettre de *Mouvement Communiste*, il était au contraire l'aboutissement de longues années de luttes, grèves, coupages de routes et émeutes dont le début se situe en 1993, avec le « *Santiaguenazo* ». L'intensité et la fréquence de ces mouvements a considérablement augmenté en 2001. Mais l'« *Argentinazo* » a bel et bien représenté un saut qualitatif tant par son extension simultanée à tout le pays que par la masse de personnes impliquées, issues de toutes les classes sociales du pays. Devant l'ampleur du mouvement et son caractère incontrôlable - il y eu, rappelons-le, 35 morts, des centaines de blessés et des milliers d'arrestations -, le pouvoir a su réagir rapidement en démissionnant De La Rua au bout de deux jours pour le jeter en pâture aux émeutiers, puis en faisant valser un peu plus tard Saá pour enfin introniser Duhalde.

Autrement dit, il a simulé une crise de régime en présentant à la population en colère un sommet de l'Etat ébranlé par les émeutes, alors que l'essentiel de l'appareil administratif civil et militaire tenait bon. Toutefois, ce fait seul ne peut expliquer le reflux progressif du mouvement,

s'achevant en janvier 2002 avec l'intronisation de Duhalde. Le repli a des causes qu'il faut aller chercher en son sein.

D'abord, le caractère interclassiste n'a pas été démenti par la constitution, dans le feu de l'action, d'une direction ouvrière solidement incarnée par les secteurs les plus combatifs du prolétariat d'Argentine. Les classes moyennes, notamment dans la capitale, sont parvenues à ravir la vedette des protestations en les dévoyant sur les terrains typiquement interclassistes de la récupération de l'argent bloqué[20] dans les banques, et de la protestation contre la corruption et la criminalité. Même empreintes d'une plus grande sympathie que précédemment envers les pauvres et les chômeurs, les classes moyennes se battent pour le retour à leur âge d'or, celui des belles années du Ménémisme.

D'aucuns pourraient objecter que la profondeur de la crise a rapidement plongé dans le prolétariat une portion conséquente de ces secteurs intermédiaires de la société civile. Cette observation est à la fois vraie et fausse. Il est vrai que les conditions de vie de l'ensemble de la société se sont brutalement détériorées. Mais il est faux de penser que ceci s'est traduit par la disparition pure et simple de ces couches. La plupart de ses membres ont conservé leur place dans la division du travail social, même si les doubles ou triples emplois sont devenus la règle, y compris chez eux. Leurs consciences n'ont pas évolué dans le sens de l'adhésion au combat historique de la classe ouvrière, pas plus, du reste, que celles des travailleurs eux-mêmes.

Les couches moyennes – fussent-elles ébranlées sur le plan économique et en proie à la plus grande colère - ne peuvent pas évoluer dans le sens du communisme en l'absence d'une solide direction pratique du mouvement général assurée par les fractions les plus déterminées de la classe exploitée.

Les « *cacerolazos* » n'ont eu que l'objectif de la libération des comptes bancaires, même si certains d'entre eux y ont ajouté la réprobation des violences policières. Les tant vantées assemblées de quartier de Buenos Aires ont fondu. Leur existence est restreinte aux quartiers des classes moyennes et ne regroupent désormais plus qu'une cinquantaine de personnes en moyenne, dont la moitié de militants gauchistes. Conséquence de la fin du « *corralito* », les classes moyennes argentines se sont tenues à l'écart des manifestations organisées pour commémorer le premier anniversaire de l'« *Argentinazo* ».

Pour leur part, les ouvriers sont confrontés à une situation inédite, celle de l'effondrement d'une grande partie du système de production. Il en découle une fracture profonde entre les ouvriers qui ont un travail dans des entreprises encore débout et ceux victimes de faillites. Puis, il y a la séparation traditionnelle entre salariés et chômeurs. Les grèves qui ont eu lieu en 2002 n'ont touché que les entreprises menacées de fermeture ou déjà enterrées. C'est, peut-être, l'une des conséquences majeures de la défaite de la seconde occupation de l'usine Fiat à Ferreyra, en 1997. Aujourd'hui, ce site de production n'existe plus. L'échec de ce symbole des luttes de la classe ouvrière des années '60 et '70 a certainement contribué à déprimer des volontés combatives. Ensuite, des conditions de vie épouvantables mobilisent chaque jour davantage les meilleures énergies prolétariennes dans l'organisation de la simple reproduction.

Enfin, il y a l'énorme poids d'innombrables confusions et erreurs politiques, dont le principal est sans doute le patriotisme tinté de tiers-mondisme de la quasi-totalité de l'extrême gauche du pays. Aussi, faut-il compter avec la peur – tout à fait légitime au demeurant – d'encourir une nouvelle fois une répression du type de celles de 1976 et 1982. Chacun garde en mémoire que celles-ci s'étaient soldées par plus de 30.000 victimes dans le camp prolétarien.

La crainte, compréhensible, de la confrontation avec un appareil répressif non disloqué et à l'efficacité confirmée est omniprésente dans les discussions que nos camarades ont eues avec plusieurs militants révolutionnaires en Argentine. Même une organisation combative comme la CTD adopte

[20] Le 22 novembre, Lavagna annonce la libéralisation totale des retraits sur les dépôts supérieurs à 7 000 pesos. La mesure est effective depuis le 2 décembre. C'est la fin du « *corralito* ». Les dépôts en dollars, effectués il y a un an, seront remboursés en pesos, donc dépréciés d'environ 71 %. Outre de favoriser la relance de la consommation, cette mesure a pour but de désamorcer la colère des dites classes moyennes. Les quelque 400 000 détenteurs de comptes à terme, en revanche, ne récupéreront une partie de leurs fonds qu'en 2003, dont le total atteint 15 milliards de pesos (4,3 mds US$).

dans les faits une tactique d'autolimitation de l'initiative illégale de masse, craignant de perdre ce qui a été si difficilement acquis jusqu'ici.

ENTERREMENT DE PREMIÈRE CLASSE SUR FOND DE COMMÉMORATION

Pour commémorer l' « *Argentinazo* », toutes les organisations piquetera (« *Polo Obrero* », « *Bloque Piquetero Nacional* », « *MIJD* », « *Barrios de Pie* » et « *CTD Aníbal Verón* ») et d'extrême gauche avaient organisé une manifestation nationale à Buenos Aires, précédée par une marche depuis les principales villes de province. Résultat : le jeudi 19 décembre 2002, la manifestation la plus importante - celle du mouvement piquetero « *Federacion Tierra y Vivienda* » (FTV, affiliée à la CTA) - n'a réuni qu'environ 10 000 personnes. Le lendemain, le vendredi 20 décembre, s'est tenu un nouveau défilé rassemblant au moins 50 000 manifestants[21].

Cet anniversaire relève davantage d'une échéance à usage interne aux organisations politiques ou syndicales qu'à un vrai produit du mouvement[22]. Les manifestations locales du 7 novembre, avaient rassemblé autant de manifestants que lors des 19 et 20 décembre 2002. Son déroulement montre également l'impasse que constitue le slogan à valeur de programme de « *¡Que se vayan todos !* ». En l'absence de fortes luttes prolétariennes indépendantes, le rejet des politiciens corrompus fait tout naturellement la place à l'émergence de nouveaux politiciens, issus des vieux partis ou nouvellement forgés dans le creuset de ladite société civile.

En couronnement provisoire d'une situation qui tourne de plus en plus au désavantage de ce qui reste du mouvement prolétarien indépendant successif à l' « *Argentinazo* », le gouvernement vient d'obtenir du 'méchant' FMI des moratoires sur les remboursements de plusieurs dettes[23]. Pressé aujourd'hui de signer un accord d'ensemble avec l'institution financière internationale[24], l'exécutif vient d'annoncer que la Banque Centrale n'interviendrait plus en faveur du peso, réalisant ainsi un pas supplémentaire vers la libéralisation totale du marché des changes réclamée par le FMI.

Bruxelles-Paris, le 6 janvier 2003.

Pour toute correspondance : écrire, sans autre mention, à B.P. 1666, Centre Monnaie, Bruxelles.

[21] Les plus irréalistes, à l'instar du PO, ont annoncé jusqu'à 100 000 manifestants. Comme si le gonflage des chiffres pouvaient combler la faiblesse politique de ce genre d'anniversaire….

[22] En guise d'exemple de l'œuvre de récupération, la CTA envisage, depuis son congrès du 19 décembre 2002 (date fatidique…) et dans la foulée de la victoire de Lula au Brésil, la création du « *Movimiento Social y Politicó* » (MSP).. Cette formation ne se limiterait pas à être un simple parti politique mais incarnerait plus pleinement les aspirations sociales en présentant son secrétaire général De Gennaro, aux élections de mars 2003.

[23]

*MoisCapital emprunté à rembourser (tous prêteurs et hors intérêts) (millions de dollars)*Novembre 2002979Décembre 20021 339Janvier 20031 167Février 20031 198Mars 20033 635Avril 20031 103Mai 2003982Juin 20032 129TOTAL12 532

[24] Chacun comprendra que ce changement de cap, cette sagesse retrouvée de l'équipe au pouvoir ne sont que de la façade. Les virulentes critiques au FMI exprimées auparavant par l'équipe Duhalde ont en effet servi à préparer le terrain politique intérieur pour l'imminent épilogue. L'emploi passé de propos foncièrement patriotiques et tiers-mondistes a permis de rallier à sa cause le péronisme de base et bon nombre des formations politiques et syndicales du pays. Aussi, les tons relevés ont facilité l'assouplissement des organismes étrangers prêteurs.